

Formation Education Culture (FEC)

Tronc commun
Bouge, 26 juin 2012

L'UE et la Protection Sociale

Bart Vanhercke
Observatoire social européen (OSE)

1. L'Observatoire social européen

- Fondé en 1984
- Centre de recherche, d'information et de formation avec des racines (historiques) syndicales et un profil de plus en plus académique
- Est spécialisé dans la dimension sociale de l'UE: politiques d'emploi et sociales
- *Sa mission: analyser les influences mutuelles entre l'UE et les États membres: relation réciproque et non verticale ('top down')*



Réseau

- **Travailleur étroitement avec:**
 - Autorités publiques belges et européennes (appels d'offre)
 - Institutions académiques
 - B et UE + USA/Canada
 - Syndicats (B et UE)
 - Organisations de la société civile



L'équipe (14 + 5)

Cécile

Dalila

David

Sophie

Benoît

Bart

Françoise

Stagiaires
(4-5)

Régine

Rita

Lorena



Pascal

Ramón

Renaud



Ose
European
Social
Observatory

Thèmes de recherche

- Emploi et restructuration
- Systèmes de soins de santé
- Pensions
- Inclusion sociale et protection sociale
- Questions institutionnelles (ex: gouvernance économique)
- Nouvelles formes de gouvernance ('MOC')



Plan de l'intervention

1. Europe sociale : situation actuelle
 - Pas un 'conte de fée'
2. La protection sociale à travers les instruments dont l'UE dispose
 - Législation, MOC sociale, fonds structurels
3. Les initiatives dans le domaine social
 - Plus que des principes et des intentions: actions
4. Conclusion
 - L'Europe sociale se développe, mais trop prudemment, temps (possibilité?) pour se mobiliser



1. Situation actuelle

- Le climat social se dégrade
 - Chômage et pauvreté qui augmentent partout en Europe
 - Certains pays touchés (beaucoup) plus fortement que d'autres (Eurostat):
 - Espagne, Grèce, Pays Baltes et Irlande
 - Certains groupes (beaucoup) plus à risque que d'autres:
 - Jeunes adultes, familles avec enfants / monoparentales

(Source: EC Employment and Social Situation Quarterly Review)



Ose
European
Social
Observatory

Mesures d'austérité en matière d'emploi dans le domaine de la sécurité sociale

- **Lettonie:** 15% de coupures dans les salaires dans le secteur public (printemps 2009); les pensions sont réduites considérablement (10% pour les prestations de pensions de vieillesse et 70% pour les retraités qui travaillent). Dépenses en éducation réduites de 25% (2009 en comparaison avec 2008).
- **Irlande:** coupures dans les prestations de sécurité sociale du budget de 2010 d'environ 4.2%.
- **Royaume-Uni:** nouveau gouvernement de coalition qui ouvre la voie à “*destroy the welfare state*” par un “*assault on universalism*” (Martin McKee and David Stuckler, BMJ 2012)



Conséquences au-delà de la dimension “sociale”!

- Souffrance humaine (ILO World of Work report 2001)
 - Toutes les catégories de SDF augmentent (Grèce, R-U), et le pire est devant nous (Source: FT, York and Heriot-Watt Universities)
 - La Hongrie a récemment mis les SDF hors-la-loi (FIDESZ): comment continuer les refuges dans ces conditions ?
 - Politiques idéologiques



Conséquences au-delà de la dimension “sociale”!



- Destabilisation des gouvernements (GR/IT)
- Rage populaire dans les économies développées, y compris l’UE
 - Montée de l’extrême droite à travers l’Europe
 - langage xénophobe, immigrés culpabilisés (ex: les Roms) pour les problèmes économiques



Aggravé par le discours actuel (dominant) de l'UE

- Premier “Examen annuel de la croissance” (AGS, 2011) basé sur les Programmes nationaux de réforme(PNR) des États membres.
 - Trois priorités: consolidation fiscale, stabilité macroéconomique, réforme du marché de l'emploi et mesures pour accroître la croissance
 - aucune référence à la protection sociale
 - Soins de santé pas mentionnés une seule fois, une seule référence à la pauvreté (introduction)
 - Concentration sur les pensions limitée à l'agenda de réforme: EM “*should increase retirement age, reduce early retirement, support development complementary private savings*”;
- un seul objectif à atteindre consolidation fiscale

Donc

- Premier Annual Growth Survey (AGS) très très loin de *l'engagement formel* d'une croissance 'inclusive' de la stratégie Europe 2020
- 'Dead letters'
 - ou simplement trop peu de temps pour écrire ce premier AGS?



Déclaration récente de Herman
Van Rompuy
(réforme des pensions)

ne laisse pas beaucoup d'espoir
pour l'Europe de la protection
sociale

... ou quand-même?



En tout cas, c'est plus nuancé
que ça!

- En mettant beaucoup de pression sur la protection sociale (*'dismantling the welfare state'*), l'UE prend aussi des mesures pour la promouvoir
- L' "Europe de la protection sociale" est un oxymore (*contradictio in terminis*)





Ose
European
Social
Observatory

2. La Protection sociale à travers les instruments de l'UE

La protection sociale est supportée par:

- A) Législation de l'UE: coordination de la sécurité sociale (et au-delà)
- B) Méthode ouverte de coordination (MOC)
- C) Dialogue social
- D) Fonds structurels



A. Législation de l'UE: sécurité sociale et coordination (et au-delà)

- Législation 'directe' insuffisante (exige l'unanimité)
 - Directives de l'UE sur, par exemple, «revenu minimum» ou «pension minimale» encore loin
- Non-discrimination (ex: pensions, âge de retraite)
- Temps de travail (hôpitaux, transports)
- Droits des patients (soins transfrontaliers)

➤ Impacts sur les politiques sociales dans tous les États membres



Mécanismes de coordination de la sécurité sociale en place

- Règlements 883/2004 (“basic” legislation) et 987/2009 (“implementing” legislation)
- Dernière décennie modernisée (2001-2011) sur la base de la présidence belge “Paramètres”:
 - Simplification
 - Étendre le matériel et la portée personnelle
 - Inclusion de la jurisprudence CJUE
 - Etc.



Coordination de la sécurité sociale

- Extrêmement complexe, mais en fait très **politique**(et non technique!)
 - Les travailleuses frontalières retraitées qui ont développé un cancer du sein peuvent-elles continuer à bénéficier des traitements médicaux d'un EM où ils ont travaillé en dernier
 - Extension aux ressortissants des pays tiers (Règlement de trois paragraphes, 11 lignes):
 - Un chauffeur de taxi chilien travaillant en Grèce aura (finalement!) droit à une pension s'il prend sa retraite à Chypre



Coordination de la sécurité sociale...

Fait plus que simplement coordonner:

- Exerce de la pression sur les EM pour remplir certaines lacunes au niveau de la protection de la sécurité sociale pour certains groupes de personnes
- Par ex: discussions actuelles sur les prestations de chômage des travailleurs indépendants se retrouvant sans-emploi dans un EM qui n'offre pas d'assurances pour cette catégorie (alors que cette personne a contribué...)
 - Ne recevra pas de prestation: considéré comme une restriction du libre mouvement
 - Davantage de négociations malgré QMV (en pratique, application de la loi de l'unanimité!)



Coordination de la sécurité sociale

Plusieurs problèmes restants, y compris la transférabilité des pensions

- **Exclusion of non statutory schemes from the material scope of regulation 883/200**
- Manque de transférabilité des droits à des pensions complémentaires dans la Directive 98/49/EC
- Manque d'harmonisation des périodes d'attente et d'acquisition des droits
- Manque de coordination fiscale et des limites en découlant pour le transfert des droits à la pension
- **Problèmes supplémentaires: indexation, limitation au choix, asymétrie de l'information**

B. Coopération (MOC sociale)

- Basée sur des 'soft' instruments: indicateurs, objectifs, examen par les pairs, rapports... 'Méthode ouverte'
- Pousse les États membres à *équilibrer* (policy triangles)
 - Adéquation sociale, viabilité financière et modernisation (pensions)
 - Qualité, viabilité financière, accessibilité (santé)
- Choisie par une variété d'acteurs (pas PE, malheureusement)



B. Coopération de l'UE (MOC Sociale)

- Rencontre beaucoup de scepticisme (après l'enthousiasme initial)
- Largement mis de côté au cours des dernières années (Stratégie de Lisbonne révisée)!
- Parfois plus de 'dents' que prévu (mais pas de réelles 'sanctions')
- Voir 'soft' recommandations aux EM dans les rapports conjoints sur la Protection et l'Inclusion Sociale



Rapport Conjoints sur la Protection et l'Inclusion Sociale

Pensions

- **Lithuania:** “To ensure wider coverage of the population by the statutory pension system and the availability of adequate minimum pensions and sufficiently high replacement rates from the modernized pension system” (Joint Report 2006).
- The **Czech Republic** “To ensure that reforms (e.g. privatization of funds) are properly thought through on the basis of past experience and the experience of other countries” (Joint report 2009).

Health care

- **Luxembourg** to limit “the overuse of antibiotics” and improve the use of generic medicines (quality and financial sustainability)” (Joint Report 2007; Joint Report 2009)
- **Cyprus:** “rapidly proceed with the introduction of the General Health System to guarantee effective universal care coverage, contain out of pocket payments incidence on vulnerable groups [...]”(Joint report 2009).

C. Dialogue Social Européen

- Dialogue social interprofessionnel européen: syndicats (ETUC) et employeurs (BUSINESSEUROPE, UEAPME et CEEP)
 - Congé parental et travail à temps partiel (transposés dans les directives)
 - télétravail (implanté selon des procédures nationales)
- Dialogue social européen sectoriel: les comités ont produit > 500 textes conjoints (incl. accords-cadres)



D. Fonds Structurels (ESF and ERDF)

- Support financier pour la stratégie européenne pour l'emploi
- Re-intégration des personnes loin du marché du travail, lutte contre la pauvreté (usages créatifs)
- Infrastructures (incl. hôpitaux)
- Impact *aussi* visible dans les pays les plus développés (Verschraegen et al, 2011)

D. Fonds structurels (FSE and FEDER)

- Priorités plus fermement liées aux objectifs d'Europe 2020 (et MOC sociale)
- 2014-2020: 20% du FSE affecté à la lutte contre la pauvreté
- Vers une plus grande conditionnalité: 'put your money where your mouth is' (pénalité?)



En résumé

- L'UE a eu (malgré des contraintes institutionnelles importantes) de multiples instruments à sa disposition pour promouvoir la protection sociale...
 - ... Mais ils doivent être utilisés au maximum
- EM avec des systèmes de sécurité sociale complets ont été davantage capables de diffuser l'impact social de la crise (ISSA Crisis Monitor Project 2012)



3. Développements récents

- Redynamisation de la MOC sociale (EPSCO) comme ‘contrepoinds’ à une focalisation unilatérale sur l’économie au sein d’Europe 2020 (Vanhercke and Lelie, 2012)
- Coordination de la sécurité sociale
- Règlements régulièrement mis à jour:
 - Changements au sein des législations nationales des EM pour s’ajuster à la réalité sociale, habitudes de travail)
 - Actuellement à propos des législations applicables aux membres d’équipage...
- Deuxième Examen annuel de la croissance (AGS): un peu plus équilibré

2^e Examen annuel de la croissance (EAC)(Novembre 2011)

- Approche plus nuancée
- La crise a atteint “de façon disproportionnée ceux qui étaient déjà vulnérables”
- “Lutter contre le chômage et les conséquences sociales de la crise” parmi les cinq priorités de 2012



EAC Novembre 2011

- EM devraient donner la priorité à:

"Further improving the effectiveness of social protection systems and making sure that social automatic stabilisers can play their role as appropriate, *avoiding precipitate withdrawals of past extensions of coverage and eligibility until job growth substantially resume (our emphasis).*"



4. Conclusions

- Situation actuelle: portrait sombre de la protection sociale (poursuite du mauvais paradigme?)
 - aucun conte de fée
- Mais: l'UE dispose d'une variété d'instruments qu'elle utilise
- Les initiatives 'sociales' actuelles sont plus que des grands principes et des bonnes intentions...



4. Conclusions

- ... Mais ils sont largement dominés par des considérations économiques dans le nouveau cadre (framework)
- En pratique, les actions promouvant la protection sociale ne sont pas vraiment visibles → Le “statut de Cendrillon” de l’Europe sociale est confirmé
- Oxymore: il n’y a pas seulement un “arrêt” mais aussi un signe de “continuer à avancer (keep moving)” pour la protection sociale en Europe



Une fenêtre d'opportunités peut toujours être saisie



- Besoin de ‘rainbow coalition’ qui nous permettra de commencer à avoir une pensée critique “au-delà de la crise”
- Discours critique nécessaire:
 - Oser remettre en question la pensée dominante
 - Retour à faire des choix et accepter des compromis
 - Nous ne pouvons pas poursuivre tous les objectifs en même temps (e.g. SI, croissance et emplois)
 - L’austerité n’est pas suffisante!



Commencer à construire cette nécessaire
advocacy coalition pour une UE qui fait
la promotion d'une protection sociale sans
ambiguïté

(même si nous ne croyons pas aux contes de fée)

Explorer le potentiel des **initiatives**
citoyennes: nouvel outil, ou boîte de
pandore?



Maintenant, retour aux décideurs
politiques et à la société civile!



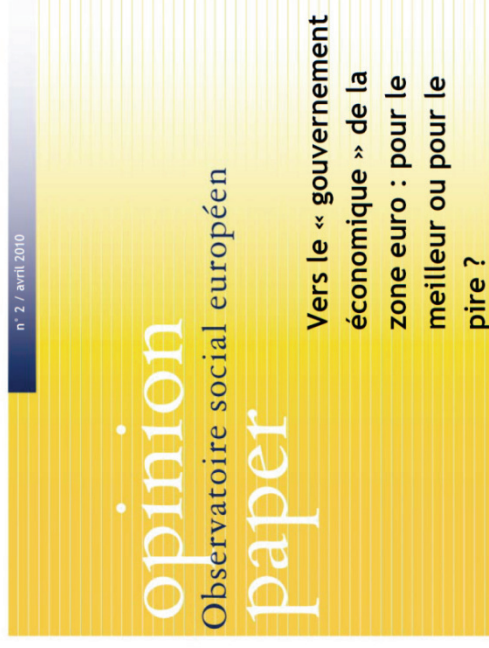
Ose
European
Social
Observatory

Télécharger nos publications,
Newsletters et événements à notre
agenda (incl. les midis de l'OSE) sur
www.ose.be (Eng-Fr)

Opinion papers

Research papers

Briefing papers



Cécile Barbier

www.ose.be

rue Paul Emile Janssen 13 / 1050 Bruxelles / tel. : 32 (0)2 537 19 71 / fax : 32 (0)2 539 28 08 / email : info@ose.be

 Ose
European
Social
Observatory

www.ose.be